



Mercredi 3 juillet 2019 - Deuxième session (13h - 15h)

Atelier 44
Salle : 06

Appropriations locales et territorialités de l'eau dans les espaces ruraux

Une vaste zone, s'étendant du Maghreb au Moyen-Orient, est souvent caractérisée comme soumise à un stress hydrique important, avec des fortes variations spatio-temporelles dans la disponibilité des ressources en eau. Les États-aménageurs de cette région ont ainsi souvent justifié leur intervention dans les espaces ruraux. À cela s'ajoutent divers enjeux – croissance urbaine, développement économique et industriel, indépendance énergétique – induisant l'idée d'une difficile satisfaction de tous les besoins, et donc de la nécessité d'une gestion « efficace » de l'eau. La rationalité technicienne des ingénieurs a ainsi souvent pris le relai de la mise en œuvre de programmes politiques. Il faut bien sûr tenir compte de la diversité des modalités de construction étatique et des stratégies d'intervention d'un pays à l'autre, selon les contraintes et opportunités sociales et politiques. Parallèlement à la diversité de ces interventions, une multitude d'actions locales existent également, à l'initiative des agriculteurs ou autres ruraux.

Cet atelier propose de s'intéresser aux formes locales de négociations ou de contestations autour des projets d'aménagement et, plus largement, aux formes d'appropriation de l'eau dans les espaces ruraux. Une attention particulière sera accordée à l'évolution des pratiques des acteurs dans le temps, leviers d'un développement « par le bas », mais aussi, pour ne pas idéaliser ces pratiques comme étant complètement indépendantes ou endogènes et pour dépasser la dichotomie État-usagers, aux réseaux de relations supra-locales que ces acteurs sont capables de mobiliser. Cet atelier propose donc de croiser les regards des différentes sciences humaines et sociales sur les rapports à l'eau, la constitution ou non de territorialités, et ce dans les espaces ruraux, agricoles ou non.

Responsables : Selin Le Visage (Université Paris Nanterre, LAVUE, Cirad G-EAU), Imane Messaoudi (Université Paris Nanterre LAVUE, Université de Fribourg, Géosciences)

Liste des intervenants : Sinem Kavak, Selin Le Visage, Imane Messaoudi, Elisabeth Mortier

Sinem Kavak (Center for Sustainability Studies at Lund University)

Rethinking political economy of contemporary water struggles in Turkey

This article aims at shedding a light on the emerging forms of agency in rural mobilizations in the context of anti-HEPP (hydropower plant) mobilizations in Turkey. Although being analysed in various dimensions, the relation between political economy of HEPP processes in terms of commercialisation and regimes of accumulation, labour and value theory and class dimension of the mobilization against this are not widely scrutinized. These mobilizations are mostly regarded as ecological movements with cultural undertones, but the wider material structures have been ignored to a large extent. This paper presents a comparative analysis of strong water mobilization, which took place in two localities in Turkey. The first one is arid, needs irrigation and depends on agriculture for a sustainable livelihood. The second one was depopulated due to intense out-migration as a result of commercial agriculture, which has transformed the rural space into an urban space and resulted in a shift in class formation. This paper presents comparative analysis of anti-HEPP mobilization in these two localities in the framework of commercialization of agriculture and rural space, peri-urbanity, class dimension, land and labour question with an aim to develop a structural-spatial conceptualization of rural mobilizations. I argue that metamorphosis of the

agency posed by structural change is an important factor to be integrated to the analysis of rural movements. It is informative on class base, new middle-class involvement, coalition building and framing strategies, which are important in understanding the contentious behaviour in neoliberal Turkey.

Selin Le Visage (Université Paris Nanterre, Lavue ; Cirad, G-Eau)

Irrigation et figures de territorialisation autour de projets de retenues collinaires en Turquie

En 2012, le ministre turc des Eaux et Forêts a lancé un vaste programme de construction de « 1000 gölet (retenues collinaires) en 1000 jours » pour augmenter les surfaces irriguées du pays, en suivant l'approche techniciste de l'État-aménageur. L'objet technique doit « moderniser » l'agriculture en tendant vers l'idéal que l'aménageur a du périmètre irrigué : contrôle des pratiques dans un périmètre délimité, efficacité dans l'utilisation de l'eau, cultures commercialisables et à haute valeur ajoutée. Toutefois, on constate que certains gölet sont construits là où les agriculteurs ont déjà une expérience de l'irrigation à partir de l'eau souterraine grâce à des forages individuels ou collectifs, et ce depuis parfois plusieurs décennies. Nous discuterons le rôle des infrastructures hydrauliques - qu'elles soient implantées de manière top-down et/ou à l'initiative des agriculteurs - dans le façonnage des territoires ruraux, par la reconfiguration des pratiques d'irrigation et des relations sociales. À partir d'études menées dans la région d'Izmir, nous verrons que d'un village à l'autre, l'appropriation de ces nouveaux projets peut être très différente, l'appropriation de l'eau et de l'espace étant à la fois matérielle et idéale. Nous verrons que l'histoire longue des territoires explique les dynamiques récentes autour de l'irrigation et que la manière de s'approprier le gölet dans chaque village révèle les territorialités locales, en termes de pratiques et de représentations de l'eau par les acteurs et de modes d'organisation pour sa distribution et sa gestion.

Imane Messaoudi (Université Paris Nanterre et Université de Fribourg)

De l'eau du ciel à l'eau individuelle : irrigation et appropriations locales de l'eau agricole sur la plaine du Saïss au Maroc

Dès les premières années de l'indépendance, l'irrigation a été considérée par les décideurs marocains comme principal levier de modernisation et de développement de l'agriculture dans le pays. La politique des barrages, connue aussi sous le nom de la politique du « million d'hectares irrigués », en est la preuve. Étendue sur une vingtaine d'années, elle a permis la construction d'une centaine d'ouvrages de grande hydraulique et l'aménagement de neuf grands périmètres irrigués dans le pays.

La plaine du Saïss, située au Nord-Ouest du Maroc, n'a pas connu ce passage « de l'eau du ciel à l'eau de l'État ». Mais dès le début des années 1990, elle a été marquée par la dynamique d'irrigation par les eaux souterraines et a connu une forte émergence et développement de la *groundwater economy*. Les agriculteurs sont passés d'une agriculture exclusivement pluviale à une agriculture en partie ou en totalité irriguée par les eaux souterraines.

A travers un travail de terrain mené sur la province d'El Hajeb, province agricole à cheval entre la nappe du Saïss et les causses moyen-atlasiques, je propose de montrer, en me basant sur les pratiques des agriculteurs du territoire étudié, en quoi ce passage de l'eau du ciel à l'eau individuelle (sans passer par la case « eau de l'État ») met en évidence de nouvelles formes d'appropriations locales de l'eau agricole, appropriations qui ont des implications pratiques sur l'accès à la ressource, sa gestion et donc sa durabilité.

Elisabeth Mortier (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Centre d'histoire du XIX^e siècle)

Expertise et circulation des connaissances en techniques d'irrigation dans la colonisation agricole juive en Palestine pendant la période de domination britannique (1917-1948)

La colonisation agricole juive, présente en Palestine depuis les années 1880, a donné une place centrale au développement de la culture irriguée principalement dans l'espace de la plaine côtière, connue pour ses cultures d'agrumes. Les techniques utilisées dans les colonies agricoles juives s'inscrivent à la fois dans la continuité de celles développées par les populations arabes locales et sont également importées d'Europe et d'Amérique du Nord. Cette communication s'intéresse aux différentes expertises et circulations de savoirs techniques développées par les organisations sionistes au cours de la période de domination britannique en Palestine (1917-1948). Reconnu par la Déclaration Balfour de 1917 et dans la charte du mandat britannique confié par la Société des Nations en 1922, le projet d'implantation d'un Foyer National Juif en Palestine entraîne de nombreuses réflexions de la part des sionistes sur les techniques agricoles à adopter afin de faire prospérer les colonies agricoles juives. En effet, dès 1923, l'Organisation sioniste fait venir en Palestine Elwood Mead, expert étasunien de l'irrigation californienne,

afin de conseiller les agriculteurs juifs sur les techniques d'irrigation à améliorer pour un meilleur rendement agricole. Quelques années plus tard, en 1928, c'est un ensemble d'experts venus d'Europe et d'Amérique du Nord qui se rendent en Palestine pour conseiller de nouveau les sionistes sur les potentialités agricoles du pays. Lors de cette communication, nous tenterons donc d'analyser ces circulations de savoir et leur place dans le processus instauré par les sionistes de légitimation de leur présence en Palestine auprès de la puissance mandataire britannique.